



Dakar, le 09 Avril 2014

A

*Monsieur le Président*  
*de la BANQUE MONDIALE*  
*1818 H Street*  
*Washington- Etats Unis*

**Objet : Gel de concours à l'Ouganda**

**V/Référence :** Votre courrier du 27 mars 2014

*Monsieur le Président,*

Nous accusons réception de votre courrier susréféréncé relatif à l'affaire en objet dans lequel vous avez bien voulu apporter des clarifications à nos préoccupations sur le gel du concours de la Banque Mondiale en faveur du programme de santé de l'OUGANDA. Nous vous en remercions.

Tout en prenant acte des précisions complémentaires données, nous voudrions attirer votre attention sur ce qui suit :

Premièrement, l'homosexualité n'est pas une valeur culturelle africaine. Il est important que la Banque tout comme les Partenaires Techniques et Financiers de l'Afrique comprennent l'attitude des gouvernants et des populations de notre Continent à l'égard de ce phénomène qui est aux antipodes de notre vécu sociétal et religieux.

Deuxièmement, l'objectif de notre pétition n'a jamais été de remettre en cause le principe consistant à s'assurer que les concours de la Banque bénéficient à toutes les couches de la population ; cependant, les différentes formes de pression exercées sur les Autorités Ougandaises avant l'adoption de la loi anti homosexuelle montrent clairement que des lobbies tapis dans l'ombre ont voulu utiliser toutes les formes de pressions possibles y compris le

chantage financier pour faire reculer le Président MUSEVENI. J'estime pour ma part que la Banque Mondiale, en sa qualité d'instrument financier multilatéral au service de l'Humanité ne doit pas cautionner de telles pratiques pour des raisons de crédibilité. Elle doit bien au contraire, se placer au dessus de ces considérations, et respecter la volonté majoritaire des peuples qui composent ses Etats membres. Le cas de l'interdiction du foulard islamique communément appelé « tchador » aux minorités musulmanes de certains pays européens, n'avait pas ému outre mesure des Institutions comme la votre qui ont sans doute préféré respecter des décisions majoritaires de pays souverains. Je profite aussi pour rappeler que la Russie avait adopté en juin 2013 le même type de loi que celle que vient de prendre l'Ouganda, sans que la Banque Mondiale à ma connaissance ne suspende ses conseils techniques à ce Pays.

Au regard de tout ce qui précède, nous vous saurions gré de bien vouloir nous informer de la durée éventuelle que pourrait prendre le processus d'évaluation en cours relatif à l'impact de la nouvelle loi sur l'homosexualité et nous préciser la date prévue de la tenue de la réunion du Conseil d'Administration de la Banque qui doit statuer sur le projet. Pendant ce temps hélas, des milliers de femmes et d'enfants malades ougandais pourraient rendre l'âme confirmant ainsi le sentiment de beaucoup d'africains qui pensent que la Banque Mondiale privilégie une minorité d'homosexuels au détriment de millions de femmes et d'enfants malades qui auraient pu bénéficier de ce programme de santé. L'impact d'une telle situation sur l'image de la Banque pourrait être désastreux.

En ce qui concerne notre processus de pétition, il va se poursuivre au niveau continental. Des parlementaires sénégalais sont saisis ainsi que diverses autorités au niveau continental. L'Union Africaine va également être informée. Le Ghana est également entrain de s'organiser pour alerter l'opinion. Nous allons aussi saisir officiellement chacun des Représentants des 188 pays membres au Conseil d'Administration de la Banque afin d'attirer leur attention sur cette situation préoccupante.

Veillez agréer, *Monsieur le Président*, l'assurance de notre considération distinguée.

**Monsieur Magaye GAYE**

**Directeur Général**



---

Adresse : CICES foire N° 232 -Dakar – Sénégal  
Tél/Fax : Bureau : 00 221 33 867 84 14 / Mobile : 00 221 77 245 07 58  
E-mail : [gmconseils@gmconseils.com](mailto:gmconseils@gmconseils.com) Site internet [www.gmconseils.com](http://www.gmconseils.com)